



Le Développement Humain Arabe

PREMIER DINER-DÉBAT DE LA KAS À MARRAKECH, LE 23 NOVEMBRE 2012

« La politique de développement » est le sujet de préoccupation centrale de Monsieur le Prof. MOLT. Lorsqu'une publication lui a été consacrée il y a trois ans, elle portait le titre: « Le développement comme métier ». A Marrakech il a présenté ses « Réflexions d'un Européen sur le Développement Humain Arabe », autour des Rapports AHDR et ADCR mais aussi des déficits actuels. Voici son discours:

On sait que le PNUD souhaitait en 1990, avec son HDR et son indice, apporter un contrepois au jugement purement économique de la Banque Mondiale et du FMI pour proposer une compréhension plus globale du développement humain en insistant principalement sur l'importance de la culture et de la santé. Cette démarche n'est pas restée sans effet et les Objectifs du Millénaire pour le Développement ainsi que de nombreux documents stratégiques qui ont été votés depuis, comme le Consensus Européen sur la Coopération pour le Développement, s'en sont inspirés. La mise en œuvre n'a pourtant été que partielle et il n'est pas certain que ces avancées permettent à l'avenir d'améliorer à long terme et dans le monde entier les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population.

Le dernier Rapport sur le Développement Humain Arabe (AHDR) est publié en 2009, le dernier Rapport sur les Défis du Développement Arabe (ADCR) en 2011. Les deux rapports se différencient du HDR mondial par leurs thématiques et leurs données de base qui sont beaucoup plus complètes. Je n'ai pas l'intention dans ces courtes réflexions de revenir sur les nombreuses questions qui y sont posées mais plutôt de me concentrer sur les aspects que je considère comme particulièrement importants. Ma contribution va se limiter principalement à vous montrer ce que peut dire un européen qui s'est consacré pen-



dant 50 ans à la coopération pour le développement au sujet des principes essentiels de ces publications.

L'AHDR et la révolution arabe

Les deux rapports concordent sur le fait que même si les problèmes politiques, économiques et sociaux des pays arabes ont été exacerbés par des facteurs externes comme les changements climatiques, la pollution de l'environnement, le manque d'eau et la croissance de la population, ils restent principalement dus à une défaillance massive de l'Etat. C'est pour cette raison qu'une réforme de l'Etat en profondeur et un nouveau contrat social sont réclamés.

Aux yeux de l'observateur extérieur, l'AHDR est surtout un manifeste de réforme qui exprime le grand mécontentement de ses auteurs par rapport aux sys-



Mohamed Malki, professeur universitaire à Marrakech

Prof. Peter Molt

Helmut Reifeld, le représentant résident de la KAS au Maroc

tèmes politiques existants. Les exigences des révoltes en Tunisie, en Lybie et en Egypte auraient-elles été influencées par l'AHDR ? Seuls les auteurs peuvent répondre à cette question. Mais l'AHDR n'aurait-il pas dû insister d'une manière beaucoup plus claire sur le risque que comportait cette situation explosive ? Cela aurait été trop de demander. Je ne connais aucun pronostic et encore moins un indice qui aurait pu prévoir les révoltes arabes.

Même un indice très complet et très sophistiqué comme l'Indice de Transformation de Bertelsmann (BTI), auquel j'ai collaboré, n'a pas prévu ce développement. Les éditeurs en ont d'ailleurs récemment donné une explication lors de la publication du BTI 2012, qui n'était visiblement plus actuel pour les pays arabes: le BTI aurait très nettement constaté la stagnation des efforts de réforme dans les pays arabes, mais sous-estimé la puissance de l'explosion des protestations de masse pacifiques. Ceci serait dû principalement aux expériences vécues pendant les manifestations de protestation en Iran contre les élections truquées en 2009 qui avaient été durement réprimées. On serait parti du principe que les régimes autoritaires étaient en mesure, grâce à leur monopole de la violence et à leurs moyens d'intimidation, d'asseoir leur pouvoir pendant des décennies contre l'opinion du peuple.

Et pourtant il est tout à fait intéressant de noter – et je souhaiterais le souligner –, que l'AHDR 2009 avait indiqué avec beaucoup d'insistance, que les lignes de faille politiques et sociales étaient devenues plus profondes dans la région. Il mentionnait clairement de nombreuses faiblesses et des manquements dans l'action des gouvernements. Mais comme il s'agit d'un rapport régional, qui tient compte des évolutions dans des pays très différents, il n'avait pas accordé suffisamment de poids à l'insatisfaction de

certaines couches de la société comme les jeunes générations de citoyens qui constituaient le gros des manifestants. La jeune génération a compris intuitivement que ceux qui étaient au pouvoir n'avaient pas la volonté de procéder à de vraies réformes. Leur insatisfaction était si grande – en tous cas en Tunisie et en Egypte – qu'ils ont formé une masse critique à laquelle une étincelle a suffi pour déclencher une réaction que l'appareil du pouvoir d'Etat n'a plus été en mesure de contrôler ou d'endiguer.

Les révoltes n'étaient pourtant pas un phénomène entièrement nouveau dans le monde. Même si ce serait aller chercher trop loin que de se référer aux révoltes sociales européennes du 19^{ème} siècle, on reconnaît malgré tout des parallèles avec les protestations de masse des dernières décennies du 20^{ème} siècle, qu'il s'agisse des protestations estudiantines de 1968 dans le monde entier ou des mouvements en Europe de l'est et en Chine en 1989. La nouveauté de l'insurrection arabe résidait dans les moyens de communication, qui ont permis aux organisateurs d'avoir un avantage d'avance sur les services de sécurité en conférant une nouvelle qualité aux protestations. On ne peut toutefois pas exclure qu'en cas de nouvelles protestations, les services secrets, l'armée et la police trouvent des moyens, compte tenu des expériences passées, pour réprimer les insurrections de masse en dépit des moyens de communication modernes.

Mais, quel que soit le cas, la révolte arabe a marqué un tournant. Des protestations avec la force que nous avons connue pendant la révolte sont des processus irréversibles, même lorsqu'elles n'atteignent pas immédiatement leur but ou que les concessions qui leur sont accordées sont finalement retirées. C'est ce que montrent les parallèles que nous avons déjà évoqués: les protestations de 68 n'ont pas pro-



Tawfiq Mouline, directeur général de l'Institut Royale des Études Stratégiques

voqué de changement de système mais elles ont permis d'accélérer les processus de réformes matérielles et mentales en Europe et en Amérique du Sud. En Allemagne par exemple, le parti des Verts, qui est de plus en plus influent, est une conséquence immédiate du mouvement de 68. Le mouvement de protestation de 1989 en Europe de l'Est a été couronné de succès parce que le centre du pouvoir en Union Soviétique était en pleine dissolution. Ceci n'a par contre pas été le cas en Chine, même si le massacre de la place Tiananmen a influencé les réformes qui ont suivi en restant une étape importante pour l'opposition.

Pour revenir à l'AHDR: Il a averti des risques liés à la stagnation des réformes. Les personnes au pouvoir n'ont pas entendu l'avertissement, ce qui a déclenché la révolte. Ma première thèse est donc la suivante: les modifications en profondeur ne s'arrêteront plus dans les pays arabes, par contre la question est seulement de savoir dans quelle direction elles vont aller.

Réformes de l'Etat et développement humain

Les réformes en cours ainsi que parfois les nouveaux régimes, vont être obligés de s'occuper très sérieusement de la réduction et de la résolution des doléances pour ne pas décevoir les grandes attentes qui ont été éveillées. Sont-ils prêts à reprendre les rejets profonds relatifs à la politique, à la société et à l'économie tels qu'ils ont été analysés dans l'AHDR et à commencer les vraies réformes ? Auront-ils la force de s'attaquer aux énormes problèmes, qu'ils ont partiellement hérités de l'ère coloniale et qui ont été exacerbés d'une manière dramatique par l'échec de la politique des dernières décennies ? Ou le résultat de la révolte restera-t-il limité au seul remplacement des élites dirigeantes sans réformes de grande

envergure ? Aujourd'hui on a l'impression – en tous cas vu à partir de l'Europe – que dans les affrontements politiques il s'agit plutôt de questions culturelles, juridiques et procédurales ainsi que de positions de pouvoir et qu'au mieux on a adopté une nouvelle perspective pour lutter contre la corruption.

Pourtant, ce dont on a besoin c'est d'une réforme structurelle fondamentale. Dans le domaine économique, on court le risque que les nouveaux gouvernements, même lorsqu'ils sont réformistes, ne s'engagent qu'à consacrer une part plus importante des dépenses de l'Etat aux objectifs sociaux ou à aug-

Prof. Peter Molt était là il y a 50 ans quand l'Allemagne s'est lancée dans la coopération pour le développement et c'est à ce moment là que la Fondation Konrad Adenauer a aussi commencé son travail à l'international. Il a été ensuite Directeur du Service Allemand d'Aide au Développement, avant de passer douze ans au PNUD, dont six ans en tant que Représentant Résident au Togo et au Burkina Faso. Il était ensuite revenu à l'administration allemande de l'aide au développement. Il avait surtout enseigné pendant des années la politique d'aide au développement à l'Université de Trêve – où il avait de nombreux étudiants venant d'Afrique du Nord dont il a beaucoup appris – et enfin il était devenu Président Fondateur de l'Association des Organisations Allemandes Non Gouvernementales pour le Développement. Pour le sujet de développement humain arabe il est également important de savoir qu'il collabore depuis des années à l'indice de transformation de Bertelsmann, et qu'il a donc pas mal d'expérience dans la conception des indices et dans l'analyse des pays.



Driss Assi, professeur d'économie à l'université Cadi Ayad à Marrakech



menter le nombre d'emplois financés par l'Etat, pour calmer de cette manière la masse de la population. Une telle politique n'amènera pourtant ni un changement structurel économique à long terme, ni ne renforcera la légitimité du régime et la conscience civique. Un état démocratique ne peut pas s'acheter la paix sociale à long terme uniquement en fournissant des prestations sociales collectivistes et plus d'emplois dans le secteur étatique. Une telle politique présente non seulement le risque de ruiner les finances de l'état à court, moyen ou long terme – en fonction de la disponibilité des matières premières – et d'aggraver encore l'inefficacité de la bureaucratie, mais également de céder à la tentation de privilégier une clientèle en particulier en exacerbant les rivalités entre les groupes religieux, idéologiques ethniques et sociaux. Seule une expérience pratique de l'égalité fondamentale de tous les citoyens dans tous les domaines importants de la vie renforce une conscience commune du concept d'Etat.

La demande de l'AHDR 2009 d'un nouveau contrat social a la même signification que la recherche de nouvelles règles de la cohabitation en société dans un nouvel « Etat ». Une réforme structurelle du domaine politique doit avoir pour objectif de justifier la reconnaissance fondamentale, la légitimité de l'ordre et du gouvernement dans toutes les couches de la population, pas seulement au niveau des fonctionnaires, de la classe moyenne bourgeoise et de l'armée, mais au contraire surtout au niveau de la masse des jeunes et des pauvres. On ne peut arriver à ce que le peuple s'identifie avec l'Etat, pour citer Ernest Renan, que lorsque le plébiscite est renouvelé en permanence – « chaque jour ». La faiblesse des régimes dans de nombreux pays en voie de développement – pas seulement dans les pays arabes mais aussi en Asie et en Amérique Latine – est due au fait que les masses de pauvres dans les zones urbaines et

rurales ne sont pas ou peu représentées dans le système politique, ou que leurs points de vue sont toujours filtrés par des mécanismes de pouvoir. C'est pour cette raison que la majorité de la population considère l'Etat, dans le meilleur cas, comme une tradition qui n'est pas à remettre en question, mais de plus en plus souvent comme un appareil de domination exerçant une discrimination sélective, une oppression et une exploitation.

La formation d'une conscience civique est un processus qui traverse les générations. En Europe, après la fin des monarchies absolutistes suivie par le pouvoir des élites oligarchiques, l'identité civique n'a pris forme qu'au bout d'un long processus, qui a été porté par des syndicats, des associations d'artisans, des coopératives d'agriculteurs et des mouvements sociaux d'inspiration religieuse, mais aussi plus largement par la liberté d'association et la participation grandissante aux affaires publiques, et comme en Allemagne, grâce à une autonomie assez large des villes et des communes.

Dans les pays arabes le développement socio-historique s'est fait autrement. La masse des paysans pauvres qui formaient la classe inférieure était considérée pendant l'empire ottoman et la période coloniale comme des « sujets » et non pas comme des citoyens. Cette culture des « sujets » n'a pas pris fin au moment de l'indépendance mais elle s'est perpétuée comme par exemple en Egypte avec la dictature militaire. Cette description est peut-être raccourcie mais en tous cas nulle part il y a eu une participation substantielle des masses des paysans et ouvriers comme citoyens.

La construction des nouveaux Etats qui ont été érigés au milieu du siècle dernier s'est déroulée conformément au concept de « nation-building », qui pré-



voit un « political and social engineering » conduit par le gouvernement central et la bureaucratie centrale. Ce système correspondait au point de vue et aux intérêts des nouvelles élites gouvernantes civiles et militaires souvent peu nombreuses et largement assimilées à la culture des puissances coloniales.

A l'époque déjà, un contre mouvement s'était constitué qui s'est rallié dans une certaine mesure à la pensée de Alexis de Tocqueville. Les habitants des nouveaux Etats ne pouvaient pas être considérés comme des objets de la construction de l'Etat et des programmes de développement spécifiques mis en place par les organisations internationales, mais ils devaient au contraire être reconnus comme des êtres humains libres, responsables et disposant d'un droit à l'auto-détermination. De telles conceptions n'ont pas trouvé beaucoup d'écho pendant les premières décennies de ce développement. Toutefois l'exigence d'un développement par le bas après une participation de la communauté des citoyens libres n'a jamais complètement disparu. Elle a été reprise par le PNUD, par le HDR et par la formule de « people-centered development », sans pour autant que concept continue à être développé systématiquement dans sa mise en œuvre. Même la Banque Mondiale au début du siècle a repris dans son étude sur la lutte contre la pauvreté « Voices of the Poor » l'exigence d'un « empowerment » des pauvres. Dans cette étude, on demande que les groupes de population marginalisés et réprimés participent aux stratégies opérationnelles visant à améliorer leur situation. Le développement doit reposer sur l'action, l'organisation politique et la

revendication de droits et de besoins qui viennent des pauvres eux-mêmes. L'auto-détermination et l'acquisition de compétences nécessaires sont des principes fondamentaux du développement humain.

Lorsque l'AHDR 2009 a été publié, les 18 pays arabes clés étaient bien loin de ces exigences. D'après le BTI, en 2010, neuf états étaient dans la catégorie des autocraties dures et sept dans la catégorie des autocraties modérées. Seul un pays a été classé comme une démocratie défectueuse. Cette évaluation correspond toutefois à la théorie de la démocratie occidentale. Je n'aurais pas mentionné cette catégorisation si le paragraphe consacré aux réformes de l'Etat dans l'AHDR 2009 ne s'était pas référé explicitement aux formes de la démocratie occidentale.

En ce qui concerne la compréhension de l'état, il y a une phrase significative dans l'AHDR 2009: « les Etats sont des constructions artificielles ». Et pourtant ils sont en fait le résultat de luttes historiques pour le pouvoir. Ses élites dirigeantes veulent conserver les équilibres de pouvoir qui leur sont favorables, tout en étant obligées – dans le passé au niveau régional et aujourd'hui au niveau mondial – de s'adapter au système étatique qui les entoure. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, elles ne peuvent plus se permettre de nier les normes internationales. Au niveau politique et social, les dirigeants politiques sont soumis à la pression de gagner en légitimité pour arriver à ce que la classe politique dans son ensemble permette l'identification de la population avec l'Etat.



Amal Jella, professeur universitaire à la faculté de droit à Rabat

Farid El Bacha, professeur à la faculté de droit à l'université Mohammed V à Rabat

C'est à cela que servent aujourd'hui les constitutions et les élections. C'est grâce à elles qu'une classe dirigeante responsable vis-à-vis du peuple doit être constituée mais ceci peut également mener à des démocraties de façade, la domination de partis oligarques et même à l'effondrement du consensus de l'élite et à la guerre civile. Pour illustrer mon propos, je voudrais utiliser un exemple tiré de l'histoire allemande qui explique pourquoi nous avons développé une sensibilité particulière vis-à-vis de la solidité ou de la fragilité de l'ordre politique. S'ajoute à cela l'expérience que nous avons faite que des élections démocratiques sont un élément important mais pas suffisant pour un système d'état en consolidation. L'Allemagne était en 1919, après la première guerre mondiale, un état homogène en matière d'ethnie et de culture doté d'une des constitutions démocratiques les plus progressistes au monde, et pourtant cet ordre s'est effondré quelques années plus tard à cause de dissensions au sein de l'élite dirigeante, sous le poids d'une grave crise économique et à cause d'une idéologie totalitaire séductrice.

Il s'agit donc de beaucoup plus que d'élections et de la constitution d'un gouvernement central. Il s'agit de règles qui permettent la vie en communauté. La constitution politique doit tenir compte des structures sociales dans leurs subdivisions familiales, locales, religieuses, linguistiques, ethniques, professionnelles et économiques. Elle devrait être inclusive et représentative, correspondre aux conceptions de la population en matière de justice et enfin permettre de prendre même les décisions difficiles. La question de savoir quelle est la bonne constitution ne peut pas être tranchée à partir de critères abstraits.

La recherche du meilleur système d'Etat basée sur la philosophie d'Aristote conduit, après des siècles de luttes, au modèle des démocraties occidentales par-

lementaires ou présidentielles, dont l'adaptation aux conditions actuelles doit être réajustée en permanence, y compris dans les pays où il a pris naissance. Le transfert global ou sélectif de ses institutions vers d'autres sociétés avec des différences de mentalité et de culture, peut, comme on le voit aujourd'hui dans de nombreux endroits du monde, conduire à des frictions et à des risques difficiles à anticiper.

L'AHDR, d'après ce que je vois, dans sa recherche d'un cadre politique pour les réformes, s'oriente trop vers l'état providence centralisé selon le modèle occidental. En ce faisant, il néglige les principes de bases différents d'une société à l'autre ainsi que les impacts de l'histoire et de la religion. Chaque environnement culturel doit chercher ses propres solutions. Ce qui est universel c'est aujourd'hui le principe selon lequel « l'Etat existe à partir de la volonté de l'homme, ce n'est pas l'homme qui existe à partir de la volonté de l'Etat ».

L'expérience des soixante dernières années montre que la concentration du pouvoir au sommet de l'Etat, même lorsqu'il est élu démocratiquement, n'était pas vraiment susceptible de favoriser l'émergence d'une culture démocratique dans les pays décolonisés. Le meilleur moyen d'atteindre la participation et l'auto-détermination sont de faire en sorte que les décisions émanent de la communauté locale et qu'elles soient prises au niveau considéré comme compétent en la matière, c'est-à-dire qu'à ce niveau, les personnes concernées décident et assument la responsabilité de la décision. Le principe de subsidiarité devrait être choisi comme ligne directrice de l'organisation interne de l'état. La nécessité de se mettre d'accord dans la mesure du possible au niveau local ou régional sur les objectifs et les responsabilités, peut également contribuer à dépasser les préjugés



mutuels en se libérant des limites ethniques, religieuses et idéologiques pour renforcer les prédispositions à agir ensemble et à coopérer au sein des différents groupes.

C'est sur ces bases que repose ma deuxième thèse: quels que soient les modèles étrangers existants et les rapports de force internes, il faut ouvrir une discussion pour savoir à quoi doit ressembler l'état arabe qui est représentatif, inclusif et qui assure la meilleure garantie pour la paix sociale et les droits humains fondamentaux.

La question de l'ordre économique

La deuxième question fondamentale est l'ordre économique et social correct. Là encore il s'agit de faire en sorte que ce soit l'économie qui serve l'homme et non l'homme qui serve l'économie. L'ordre économique libéral était largement supérieur à l'ordre socialiste et au capitalisme d'Etat. Mais elle ne représente pas une réponse adéquate aux grands défis auxquels sont confrontés les pays arabes. Même là où il y a eu des progrès économiques ces dernières années, les fissures sociales sont devenues encore plus profonde. Le bien et la prospérité économiques dépendent encore principalement des rentes tirées des matières premières, et dans certains pays des transferts des résidents à l'étranger. L'AHDR 2009 et l'ADCR jugent que la situation économique est plus critique que ce que décrivent les rapports des organisations internationales qui, à partir de leur choix sélectif d'indicateurs ont tendance à prononcer un

jugement optimiste. Les deux rapports insistent sur la faiblesse et la fragilité structurelles permanentes des économies dans la plupart des pays arabes.

Je ne peux pas entrer dans les détails et ceci d'autant plus que la situation est très différent d'un pays à l'autre. Je souhaite simplement indiquer quelques facteurs qui montrent la gravité de la situation dans les Etats arabes (en dehors des pays du Golfe).

1. Dans les années 50, les Etats arabes qui existaient à l'époque avaient prévu de réaliser la modernisation de leur économie grâce à la industrialisation et à la mécanisation de leur agriculture. Les conditions préalables étaient d'ailleurs remplies au début, avec l'abondance croissante de capitaux tirés de l'exportation des matières premières, des marchés internes et externes proches, un potentiel agricole dans certains cas et le début d'un système d'éducation pour assurer la formation de personnel qualifié dans l'industrie, l'agriculture et les services. Etant donné que cette politique n'a pas été poursuivie depuis 1970, la part de l'industrie dans la création de valeur économique n'a cessé de régresser. Cet état de fait a eu pour conséquence le manque d'emplois pour les populations urbaines qui ne cessent d'augmenter. Dans la même veine, de grands parts de l'agriculture restent non productifs et presque tous les pays importent entretemps plus de denrées alimentaires qu'ils n'en exportent. Le secteur des services a augmenté mais une bonne partie de sa croissance correspond à un élargissement non productif de l'appareil d'Etat.



Ahmed Chehbouni, professeur à l'université et président du CDRT

(Mohamed Malki et Prof. Peter Molt)

2. Dans les pays non producteurs de pétrole l'émigration temporaire a provoqué un allègement du marché du travail et a amélioré la balance des paiements grâce aux transferts des travailleurs émigrés (dans certains pays, ces transferts représentent entre 1/5 et 1/3 du PIB). Mais une telle dépendance ne résiste pas à la crise et n'est pas destinée à être permanente, c'est seulement une phase temporaire.

3. La croissance de la population continue. Depuis 1980, c'est-à-dire en 30 ans, la population a doublé. Pour que tous aient du travail, il faudrait créer 28 millions de nouveaux emplois d'ici à 2020. Et dans ce chiffre, on ne tient même pas compte du fait que la région compte des taux d'emploi relativement bas par rapport au reste du monde. C'est le chômage des jeunes générations qui est particulièrement prononcé avec un taux de 30%, ce qui veut dire qu'un jeune sur trois de la génération des 15-30 ans au Maghreb et en Egypte n'a pas d'emploi.

En plus les statistiques officielles du chômage ne donnent pas d'aperçu complet. Elles ne reflètent pas le sous-emploi dans l'agriculture et le commerce. Le nombre élevé de fonctionnaires employés par l'Etat – environ 1/3 de tous les employés – réduit le nombre de chômeurs mais consomme beaucoup de moyens et contribue donc à la stagnation de l'économie. La part importante de fonctionnaires employés par l'Etat favorise également les structures de clientélisme. Et enfin, l'espoir d'être embauché par l'Etat envoie de mauvais signaux quant à la formation, puisqu'une formation technique ou artisanale sera moins demandée et donc aussi moins proposée. L'AHDR parle à juste titre d'un manque ou d'une mauvaise orientation du système de formation, sans pour autant en nommer clairement les causes.

Il a été montré que l'on peut construire une richesse capitaliste énorme à partir de richesses en matières

premières. Ceux qui disposent de ces richesses ont largement profité pendant la dernière décennie de la globalisation du secteur financier. Pendant aussi la classe moyenne en a profité même, l'effet de « trickle down » n'a visiblement pas atteint les classes inférieures de la population. Les chômeurs et les sous employés sont restés largement exclus de cette manne. Les inégalités se sont encore accrues, ce qui se traduit par des valeurs plus élevées du coefficient de GINI.

Au début de la deuxième décennie du développement, c'est à dire il y a 50 ans, les pays du Maghreb, l'Egypte et la Syrie faisaient partie des Etats dont le potentiel de développement avait été considéré comme particulièrement élevé. Ce n'est pas un hasard si la République Fédérale Allemande – qui en était à l'époque aux débuts de coopération pour le développement – avait mis l'accent sur l'Egypte, la Syrie, le Maroc et la Tunisie, car on voyait dans la coopération avec ces pays une chance d'établir une relation de partenariat avantageuse pour les deux côtés.

La situation de base à l'époque était plus favorable dans les pays arabes qu'en Turquie qui n'avait pas vraiment de ressources minérales, une population relativement importante et les différences économiques et sociales élevées. Pourtant aujourd'hui la Turquie a largement dépassé les pays arabes, que ce soit de par son industrialisation ou la productivité de son agriculture. Le progrès tel qu'a été réalisé non seulement en Turquie mais aussi en Inde et en Asie Orientale, aurait pu être envisageable aussi dans les pays arabes que j'ai nommés. Le marché européen était tout proche et la région possédait, au moins à partir de la crise pétrolière de 1974, suffisamment de capitaux.



Les raisons du retard sont à rechercher dans la région même. Les inconvénients ou les obstacles étaient les suivants :

1. la décision des gouvernements postcoloniaux de préférer suivre l'exemple soviétique d'industrialisation d'entreprises étatiques.
2. La militarisation et la bureaucratisation. Faire une carrière militaire ou administrative était beaucoup plus intéressant pour les jeunes gens ambitieuses que de faire ses preuves sur le marché en tant « qu'entrepreneur indépendant ».
3. La fuite des cerveaux vers les pays industrialisés.
4. La faiblesse des formations techniques aussi bien pour les ingénieurs que pour les travailleurs qualifiés.
5. Les structures sociales et politiques qui ont empêché une réforme agraire.
6. Les possibilités internationales, notamment en réintégrant les migrants dans l'économie nationale n'ont été que très peu utilisées.
7. La « solidarité arabe » limitée.

Peut-on rattraper le temps perdu: aujourd'hui il est bien sûr beaucoup plus difficile de faire avancer l'industrialisation. La concurrence entre les pays en développement et surtout le potentiel des pays émergents, font que les pays industriellement en retard auront du mal à rattraper leur retard.

L'économie internationale reste intéressée par les matières premières et par les contrats financés par leur commercialisation. Pourtant la région n'est pas intéressante en tant que site de production industrielle parce que les pays asiatiques ont gagné la course. Tout cela ne serait pas si inquiétant si le nombre de personnes recherchant un emploi n'était pas beaucoup plus élevé qu'il y a 50 ans.

Les efforts de développement doivent se concentrer sur la possibilité d'offrir à un maximum de personnes la chance de participer à un travail productif. Ceci ne sera pas possible sans une coopération économique plus étroite entre les pays arabes accompagnée d'un marché commun avec la politique du commerce extérieur correspondante. Pour cela, on présuppose une solidarité arabe dans les questions économiques, qu'on n'a pas vraiment pu observer ces dernières années mais qui devrait aller à long terme dans le sens de l'intérêt de toutes les parties prenantes impliquées.

Par contre, on ne peut pas attendre grand chose de la coopération internationale pour le développement, puisqu'elle n'a pas eu de signification très importante dans les dernières décennies. Ce ne sont pas les capitaux qui manquent aux pays arabes, ils ne dépendent donc pas des investissements directs étrangers (IDE) et les connaissances nécessaires sont disponibles. Ce qui manque, ce sont des entrepreneurs innovants, prêts à prendre des risques, et des travailleurs qualifiés. Ce manque ne peut pas être compensé par des expatriés.



Ahmed Touissi, Président du Conseil Régional de la région Marrakech-Tansift



C'est ce qui m'amène à ma troisième thèse: c'est la politique de l'emploi qui doit être au cœur de la politique économique à venir, et la condition préalable à son succès est une coopération plus étroite entre tous les pays arabes.

Les conséquences du manque de perspective économique

Le chômage et le sous-emploi des jeunes générations est le problème le plus explosif. On n'a pas besoin de beaucoup d'imagination pour comprendre que la véritable raison derrière les troubles provoqués par la jeune génération est son manque de perspectives économiques. Il est tout à fait symbolique que Mohamed Bouazizi ait mis fin à ses jours à cause de sa détresse économique. Derrière les manifestations politiques qu'a provoquées sa mort, on retrouve le manque de perspectives de toute une génération qui n'attendait plus rien des vieux clans politiques.

Les nouveaux dirigeants politiques seront jugés par cette génération principalement à partir de la manière dont ils règlent le problème. Ce qui serait dangereux serait qu'il n'y ait qu'un changement de direction des attentions clientélistes. Les nouveaux gouvernements seront jugés à partir des initiatives qu'ils prendront et s'ils sont capables de montrer un chemin vers l'avenir à une génération qui menace de devenir une génération perdue. Si ce n'est pas le cas, les conséquences politiques, économiques et sociales sont incalculables. On pourrait assister à une augmentation de la criminalité, à des vagues de politiques populistes ou à des troubles plus importants encore et allant jusqu'à la guerre civile comme c'est le cas aujourd'hui en Syrie. Il ne faut pas se faire d'illusion: des protestations de masse ne reposent que sur une solidarité ponctuelle et elles portent tou-

jours en elles le germe de luttes de pouvoirs ultérieures et de radicalisation. Je ne veux pas continuer à décrire ces scénarios mais plutôt insister sur le fait qu'il serait illusoire de considérer que les mouvements de protestations basées sur le désespoir économique puissent être contrôlés à long terme par la force policière ou militaire ou qu'on puisse les faire jouer les uns contre les autres avec des pratiques de clientélisme.

Permettez-moi au final de revenir sur la démographie. En Europe du sud, en Espagne, au Portugal et en Grèce, le problème du chômage de masse des jeunes va se régler de lui-même à moyen terme du fait de la tendance démographique. Ce qui n'est pas le cas dans les pays arabes où la forte croissance de la population continue. A ceci s'ajoute la pression de la migration qui arrive d'Afrique subsaharienne. Il faudrait profiter de la situation actuelle pour mettre en place des programmes d'avenir énergiques et audacieux, qu'on ne voit pas encore poindre à l'horizon. Pour l'instant rien n'est clair quant aux conceptions des politiques économiques que vont mettre en place les partis islamiques qui sont arrivés au pouvoir dans quelques pays. Cette situation est à mon avis aussi inquiétante que les déficits qui se font jour dans ces pays en matière de droits humains et des droits à la liberté.

L'avenir des pays arabes est entre les mains de leurs gouvernements et de leurs élites. Repousser encore les réformes urgentes ne ferait qu'augmenter les problèmes qui sont déjà énormes et compliquer encore leur solution. Dans cette situation, l'extérieur, et notamment l'Europe, ne peut pas contribuer grand-chose. Il est toutefois important de continuer le dialogue politique et de renforcer les échanges d'idées. Nous devons empêcher que l'image de l'autre ne soit déformée. L'Europe et les pays arabes



Konrad-Adenauer - Stiftung
www.kas.de/marokko

Konrad Adenauer Stiftung

sont tellement étroitement liés sur le plan politique, économique et culturel, qu'ils doivent se comprendre et collaborer les uns avec les autres. C'est la raison pour laquelle le gouvernement Allemand soutient les fondations politiques comme la Konrad-Adenauer-Stiftung, pour donner une dimension encore plus étroite et plus fructueuse aux échanges d'idées et d'expériences.

Réactions et points discutés

Dans son introduction Helmut Reifeld, le représentant résident de la KAS au Maroc, a indiqué que pour le professeur Peter Molt, la théorie et la pratique de la politique de développement ne peuvent pas être très loin l'une de l'autre. La condition préalable est donc de faire impérativement primer la politique. La légitimation d'une théorie de politique de développement s'établit, selon lui, en fonction de ce qu'elle peut apporter comme contribution à la consolidation démocratique et à la pérennité économique et sociale d'un pays. Ce genre de travail ne se réalise pas seulement avec des contenus spécifiques, de l'enthousiasme ou de la bonne volonté, mais uniquement avec un enracinement politique clair, des priorités sans équivoque et une clarté de conception. La collaboration pour le développement ne doit pas se composer uniquement de redistribution, mais elle doit être basée sur un concept global sociopolitique.

En même temps, le rapport entre bénéficiaires et bailleurs de fonds doit être équitable et équilibré. Ce qui implique que les actions des deux parties doivent être jugées à la même aune, et qu'aucun partenaire ne doit être épargné par la critique. Les deux côtés peuvent bien sûr avoir des intérêts. Pourtant toute tentative d'imposer des thèmes ou des projets, ne mérite pas de s'appeler « coopération pour le déve-

loppement ». Ceci concerne aussi bien la société civile comme les organisations étatiques.

L'expérience a montré que les projets initiés par la société civile méritent d'avoir la priorité par rapport aux projets étatiques.

Au niveau politique, la coopération pour le développement doit être liée d'une manière constructive des deux côtés à la politique extérieure, à la politique économique et à la politique sécuritaire internationale. Aucun partenaire n'a le droit d'utiliser l'autre comme instrument de ses intérêts internationaux, comme c'était le cas pendant les longues décennies de la guerre froide. La coopération pour le développement ne doit pas devenir le dernier bastion de l'économie planifiée, mais doit être et demeurer une partie intégrante de la politique structurale globale.

Dans la première réaction, Tawfiq Mouline, directeur général de l'Institut Royale des Études Stratégiques, a souligné – comme presque tous les participants – l'importance et la justification de la présentation de M. Molt. En même temps il a rappelé l'auditoire que les indicateurs, même ils sont justes, sont créés d'extérieur. Par exemple, ils ignorent le rôle des religions qui ont une grande importance pour beaucoup des pays. Pour les pays Arabes, notamment pour le Maroc, il a demandé un nouveau contrat social avec une vision à long terme. Pour aboutir à ce type de coopération, il y a encore plusieurs obstacles à franchir : le déficit des connaissances, le problème de la femme, le problème des libertés collectives et individuelles, le système défaillant de la santé, qui est plus curatif que préventif.

Après, Driss Assi, professeur d'économie à l'université Cadi Ayad à Marrakech, s'est focalisé sur l'échec du développement dans les pays Arabes depuis l'in-

dépendance. Il se pose la question, pourquoi il manque encore une indépendance économique, et une durabilité politique ? Malgré beaucoup des efforts, la plus part des citoyens ne savent pas encore vivre dans une culture de Démocratie et ça demande beaucoup plus que des élections.

Farid El Bacha, professeur à la faculté de droit à l'université Mohammed V à Rabat, a ajouté que cette culture, dépend aussi de la confiance politique et économique. Pour établir une vraie démocratie participative, il faut prendre en considération le facteur du temps et d'expérience, en même temps, on assiste jusqu'à maintenant à une suprématie des droits politiques sur les droits économiques, qui causent une négligence de l'emploi et de l'inadéquation de la relation éducation-formation et besoins réels du tissu économique. A son avis, on peut considérer la nouvelle constitution Marocaine dans un sens positif, comme un nouveau pacte entre le peuple et la monarchie.

En suite, Ahmed Chehbouni, professeur à l'université et président du CDRT, a été aussi optimiste, en ce qui concerne le Maroc : Au niveau politique, il y a maintenant des élections démocratiques, une nouvelle constitution, et le processus du régionalisation, mais il manque une réforme structurelle de l'état de façon à garantir l'égalité de tous les citoyens, ce qui renforce une conscience commune du concept de l'état chez les citoyens. Au niveau économique, il faut éviter le replâtrage, réformer l'enseignement, réduire la bureaucratie et les militaires, encourager les entrepreneurs, et améliorer la collaboration entre les pays du Maghreb. « Le chômage des jeunes est le problème le plus explosif et la démographie ne fait qu'amplifier ce problème » a insisté Chehbouni. Néanmoins, il a été convaincu que le Maroc est une «exception», mais il n'est pas à l'abri des révoltes, parce que la majorité de population dénonce la corruption et réclame plus de justice sociale.

Ahmed Touissi, Président du Conseil Régional de la région Marrakech-Tansift, a souligné le fossé entre la minorité riche et la majorité pauvre, entre la corruption et le chômage entre l'éducation insuffisante et le rôle ambivalent des pays européens comme facteur le plus important pour le développement arabe. Il a conclu en mettant en garde contre le phénomène du « populisme » engendré par le « printemps arabe ».

A la fin M. Molt a repris la parole en insistant sur :

1. Le rétablissement de la confiance entre l'état et les citoyens ;
2. l'importance de la démocratie locale et
3. la création d'une ambiance et d'un environnement propices à l'entreprenariat et à l'investissement.



**Konrad
Adenauer
Stiftung**

Publié par

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Bureau Maroc

© Tous droits réservés

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Rabat 2012

Conception / Rédaction

Dr. Helmut Reifeld

Texte / Auteur

Prof. Peter Molt
Dr. Helmut Reifeld

Mise en page

Mina Bouaabid

Photos

Soumaya Alimam

Imprimerie

Canaprint - Rabat

www.kas.de/marokko